



## REPORT DES CAP LOCALES 44

Ce n'est pas de gaieté de cœur que les élus en CAP locales ont demandé en Intersyndicale le report des CAPL de mutations (mouvement complémentaires du 1<sup>er</sup> mars 2016). Il est toujours difficile de prendre une telle décision car les représentants des Personnels savent combien les collègues sont dans l'attente du résultat de leurs demandes de vœux ... et connaissent aussi les charges de travail des RH. Sauf que travailler dans l'urgence n'apporte jamais rien de bon.

Si pour préparer les CAPL, la Direction a disposé de 25 jours (incluant certes la fin d'année) depuis le 21 décembre, date butoir du dépôt des vœux par les agents, les élus eux n'avaient que 5 jours (incluant un week-end), les informations ayant été envoyées vendredi à 16H30.

## LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES DE VIERZON OUVRONT LA VOIE

En grève reconductible depuis le mardi 19 janvier, les agents du Centre des Finances Publiques de VIERZON (18) montrent leur détermination à faire aboutir leurs justes revendications en matière d'emplois.

Avec plus de 90% de grévistes le 19 janvier et plus de 80% le 20 janvier, ils sont l'exemple du ras-le-bol qui gagne les services depuis de longs mois.

Dans le combat que doivent mener les agents de la DGFIP pour obtenir une véritable reconnaissance et l'amélioration de leurs conditions de travail, les agents de VIERZON, qui ont demandé audience au Directeur Général, sont l'exemple à suivre.

Le Syndicat National FO DGFIP leur apporte son entier soutien et appelle tous les agents des Finances Publiques à se mobiliser dès maintenant et à faire du 26 janvier, un grand mouvement de grève à la DGFIP.



**RELEVER  
LA TÊTE !  
TOUS EN GRÈVE**



## DIALOGUE (SOCIAL) DE SOURD ?

Le 13 janvier, c'est depuis le Pas de Calais que Christian ECKERT Secrétaire d'État au Budget (accompagné du Directeur Général des Finances Publiques) a présenté ses vœux. Ils se sont rendus au Centre des Finances

Les représentants des personnels de ce département ont dû batailler dur pour être reçus en audience. Il est quand même surprenant que notre direction se pose la question d'une telle audience totalement légitime aux yeux des militants syndicaux et aux siens ! Et dire que certains pensent que la dégradation du dialogue social est de notre fait ...

Le Secrétaire d'État n'a surpris personne dans ses réponses, n'ayant aucune annonce à faire quant à l'arrêt des suppressions d'emplois notamment.

Au sujet des restructurations, il a annoncé qu'elles allaient se poursuivre mais s'est engagé à restaurer le dialogue social au niveau national et local. **Les représentants du personnel en CTL seront informés en même temps que les autres acteurs locaux, des restructurations envisagées et non plus, mis devant le fait accompli une fois les décisions validées.**

Quand nous disons que dialogue social à la DGFIP, ne s'apparente qu'à de la communication nous voyons bien que, même en haut lieu, les visions sont les mêmes puisque le Secrétaire d'État a demandé, devant les représentants des Personnels, au DGFIP et au Directeur Local de changer de méthode.



## Intersyndicale FINANCES

### TOUS EN GRÈVE LE 26 JANVIER, DANS LES DIRECTIONS DE "BERCY" !

Les Fédérations des Finances Solidaires, CGT et FO appellent l'ensemble des agents des Ministères Économiques et Financiers à se mettre en grève le 26 janvier et à participer aux actions organisées sur le territoire ce jour là dans le cadre de la journée de grève «Fonction Publique».

**Les agents de nos Ministères ont toutes les raisons d'exprimer leur mécontentement et de faire valoir leurs revendications :**

- en qualité d'agents de l'État, quel que soit leur statut, ils sont souvent publiquement stigmatisés alors qu'ils exercent leurs missions au service de l'intérêt général,
- comme tous les fonctionnaires, ils subissent le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010 avec pour conséquence une dégradation sans précédent de leur pouvoir d'achat,
- la mise en œuvre de la réforme territoriale avec ses conséquences sociales,
- les projets portant sur la durée du temps de travail, la rémunération à l'arbitraire (au « mérite ») ou l'évaluation professionnelle poursuivent le travail de sape de la Fonction Publique.

**Au surplus, les agents des Ministères Économiques et Financiers sont confrontés à des régressions sans précédent :**

- les restructurations et les suppressions d'emplois qui s'enchaînent, année après année,
- leurs conditions de vie au travail ne cessent de se dégrader, avec pour conséquence un développement croissant du « mal-être au travail », une perte de sens et, au final, une détérioration de l'exercice du service public,
- la baisse du budget alloué à l'action sociale...

**IL EST TEMPS DE DIRE 'STOP' ET DE SE BATTRE !**

